

ELITES DIRIGEANTES ET MOUVEMENT
NATIONAL EN BRETAGNE

par
Louis Quéré

Séminaire présenté au Grideq en février 1980
Université du Québec à Rimouski



SOMMAIRE

INTRODUCTION	
CHAPITRE I: La désagrégation d'un bloc agraire	5
1. Problèmes méthodologiques	5
1.1 Sur la définition de la notion de "Bloc agraire"..	
1.2 Sur les problèmes posés par une analyse du changement	6
2. Le rythme et les modalités de sortie du bloc agraire ..	11
2.1 Le rythme	11
2.2 Les modalités	13
- la dissolution de la petite production mar- chande	13
- la décomposition de la paysannerie	16
- la destruction de l'activité paysanne	19
CHAPITRE II: Bourgeoisie régionale ou élite régionale du chan- gement	21
1. Problème de définition: élite du changement, classe dirigeante, classe dominante	21
2. Repérages	25
2.1 La bourgeoisie en Bretagne	25
2.2 L'élite du changement	26
- sur le mouvement démocrate-chrétien	27
- les trois dimensions de ce mouvement	28
- les trois composantes de l'élite régionale du changement	30
2.3 La décomposition de cette élite en 1963-64	31
CHAPITRE III: Le mouvement national breton comme mouvement social de développement	35

1. L'ombre de la démocratie chrétienne	35
2. Un relai de l'élite régionale du changement	36
3. Une dynamique nationale-populaire	37
4. Changement de conjoncture	39

INTRODUCTION

Rares ont été ceux qui, parlant de la question bretonne l'ont analysée dans le cadre d'une théorie du développement. Cela me paraît indispensable, sous peine de se tromper complètement sur la nature de cette question. Dans les pages qui suivent, je vais proposer une problématique, pour la soumettre à la discussion. Son argument consiste à ne pas examiner seulement le mouvement national breton, mais à lier la question des élites en Bretagne et le développement d'un mouvement national.

1. Pourquoi lier ces deux questions? On pourrait y déceler une démarche classique consistant à s'interroger sur l'existence d'une bourgeoisie bretonne considérée comme critère fondamental pour la reconnaissance d'une question nationale, la nation étant alors définie comme émanation de la bourgeoisie (constitution d'un marché national; constitution de l'Etat-Nation comme superstructure du système de domination bourgeoise ...). Ce n'est pas du tout dans cette perspective là que s'inscrit ma démarche, bien qu'une partie de mon exposé soit consacrée à l'analyse de la question de la bourgeoisie régionale en Bretagne; mais dans celle d'une analyse du développement, c'est-à-dire du passage d'un type de société à un autre. C'est le développement entendu en ce sens, qui a constitué la matrice essentielle des conduites collectives en Bretagne depuis la fin du 19ième siècle jusqu'aux années 70. C'est pourquoi toute analyse sociologique de la question bretonne doit placer en son centre la double dialectique qui s'est instauré dans ce cadre d'un côté entre l'ancienne classe dirigeante et l'élite du changement (j'entends par ce terme le groupe qui a impulsé, orienté et contrôlé le passage d'un type de société à un autre); de l'autre entre cette élite du changement et les masses paysannes et ouvrières qui n'ont pas eu d'initiative de ce changement¹. C'est d'ailleurs dans cette double

1) Je m'inspire ici de la théorie d'A. Touraine, telle que formulée dans "Les sociétés dépendantes", Duculot, 1976, et dans La voix et le regard, Le Seuil, 1978.

dialectique que s'est enraciné depuis le début du siècle le mouvement national breton.

2. Je reviendrai sur cette double dialectique pour indiquer plus précisément comment elle s'est constituée. Je définirai aussi davantage la notion d'élite du changement. Dans cet exposé, j'ai retenu trois propositions ou thèses à défendre et à illustrer:

2.1 La question bretonne est constituée par un ensemble de processus sociaux et culturels de changement, qui sont liés à la désagrégation d'un bloc agraire.

2.2 Cette désagrégation a été impulsée et partiellement contrôlée non pas par une bourgeoisie régionale mais par une élite régionale du changement qui s'est constituée à partir d'un mouvement social de développement, le mouvement démocrate-chrétien. Cette proposition ne signifie pas qu'il n'y a pas de bourgeoisie en Bretagne. Mais il faut faire éclater la notion de bourgeoisie régionale pour analyser en profondeur la question Bretonne et y substituer les trois notions que je différencierai plus loin, d'élite dirigeante ou élite du changement, de classe dirigeante et de classe dominante. Chacune recouvre des réalités différentes.

2.3 Le mouvement national breton relève lui aussi de ce type de mobilisation socio-politique qu'on peut appeler mouvement social de développement, et qui spécifie un ensemble de protestations et de luttes menées à l'intérieur du passage d'un type de société à un autre. Ce qui explique qu'il soit essentiellement un populisme. En fait, en Bretagne existent depuis le début du siècle deux mouvements sociaux de développement parallèles, à la fois semblables et opposés: un mouvement largement majoritaire, du moins jusqu'au milieu des années 60, le mouvement démocrate-chrétien; un mouvement ultra-minoritaire, le mouvement national breton.

3. Avant d'examiner ces propositions, je crois utile de formuler une toute dernière remarque pour souligner deux choses. La première

est qu'en France contrairement au Québec il est impossible de séparer nettement question régionale et question nationale. En effet, les problèmes de développement régional inégal, de disparités régionales, ainsi que les effets de la mise en place d'une nouvelle division interrégionale du travail sous l'impulsion conjointe de l'Etat et des firmes multinationales sont à l'origine dans la période contemporaine des protestations et des luttes constituant les mouvements régionaux autant et sinon plus que la défense de droits ethniques ou nationalitaires. Bien sûr, ce jugement est loin d'être partagé par tout le monde, en particulier par ceux qui expliquent la reviviscence des mouvements nationaux en France par la théorie ethnique des nationalités (survivance d'ethnies différenciées et non intégrées, ou de nationalités opprimées dont il faut reconnaître le droit à l'auto-détermination). Je ne vois aucun inconvénient à ce que l'on parle en ces termes; il faut de toute façon en tenir compte dans l'analyse. Mais sur le plan d'une analyse sociologique des mouvements nationaux je récusé une démarche consistant à prendre l'ethnicité ou la nationalité comme point de départ notable pour l'explication des conduites collectives composant le mouvement national. Ce ne sont pas des principes d'organisation de l'action sociale.

En second lieu, la résurgence des mouvements nationaux en France se place au croisement de deux axes, celui de la diachronie et celui de la synchronie, ou encore celui du changement et celui de la structure. Ce qui signifie la chose suivante pour être tout à fait clair: analyser le mouvement national breton comme mouvement social de développement, c'est-à-dire comme lutte menée dans le cadre de la désagrégation d'un bloc agraire, n'épuise pas son sens ou sa portée sociale, dans la mesure où, sur ce premier axe, celui de la diachronie, il est défini uniquement par rapport à la société bretonne. D'où, si l'on veut restituer complètement la nature d'un tel mouvement, la nécessité de l'analyse parallèlement sur le second axe, celui de la synchronie, où il s'agit d'évaluer sa portée sociale par rapport à la société française, et en particulier par rapport à la structure des rapports de classes qui la définit. Ce second volet

requiert un outillage conceptuel tout à fait différent. Je ne l'aborderai donc pas. Je récense simplement les questions auxquelles il s'agirait de répondre: en quoi ces mouvements nationaux s'opposent-ils à la classe dirigeante en France et mettent-ils en cause son mode de gestion du développement social? D'une manière plus générale quelle est leur contribution à la transformation du système social et politique français? Comment parviennent-ils à articuler les deux séries d'enjeux dont ils sont porteurs, l'une se constituant par rapport au développement régional, l'autre par rapport à la structure de classes de la société française?²

2) Là-dessus, je renvoie à mon livre Jeux interdits à la frontière. Essai sur les mouvements régionaux. Paris, Anthropos. 1978.

I. La désagrégation d'un bloc agraire

Proposition: la question bretonne est constituée par un ensemble de processus sociaux et culturels de changement, liés à la désagrégation d'un bloc agraire.

1. Problèmes méthodologiques

1.1 Sur la définition de la notion de "bloc agraire".

Je caractérise ainsi une société quasi-exclusivement rurale, sinon paysanne, dans laquelle prédominent des formes de production pré-capitalistes, et, corrélativement, des formes traditionnelles d'organisation sociale et culturelle.

Au niveau des formes de production on y trouve une combinaison d'éléments appartenant à des modes de production différents. Dans le cas breton, l'articulation de survivance du mode de production féodal et d'émergence du type petite production marchande définit la structure économique de la seconde moitié du 19^{ième} siècle et de la première moitié du 20^{ième} siècle. D'un côté en effet les maîtres féodaux, les châtelains ou les hobereaux, possédaient la plus grande partie de la terre, à l'usage de laquelle le paysan-tenancier accédait contre le paiement d'un tribut non marchand, ou plus exactement non monétaire (part de la récolte; prestations de travail...). Parallèlement, la paysannerie était organisée en communautés villageoises, disposant parfois d'une partie du sol (les "communaux"), ces communautés étant soumises au pouvoir politique et idéologique des maîtres féodaux et de l'Eglise. De l'autre, du fait de l'accession d'une partie de la paysannerie parcellaire à la propriété du sol dans le sillage de la Révolution Française, s'est établi un combiné de production domestique et de production marchande simple dans lequel l'essentiel de la production est ordonné à la consommation familiale tandis que le surplus est écoulé sur le marché pour acquérir la monnaie nécessaire à l'achat des moyens de subsistance non produits sur l'exploitation et au renouvellement des moyens de travail ou à leur acquisitions (terres, outils, bêtes, semences...)

Quant aux formes de l'organisation sociale et culturelle, elles se caractérisent par un ensemble de traits que je me contente de recenser: il s'agit d'une société extrêmement hiérarchisée et cette hiérarchisation est fondée sur la tradition et sur la religion; d'une société de culture orale (avec le breton et le gallo comme langues) dans laquelle les règles du "bien penser" et du "bien se conduire" sont édictées par les anciens et par les prêtres; d'une société faiblement différenciée dans laquelle les distributions pertinentes ne sont établies qu'entre les âges, les sexes et les rôles domestiques et communautaires; d'une société fondée sur deux cellules fondamentales, la famille élargie et la communauté villageoise; d'une société enfin qui n'établit quasiment pas de distinctions entre le privé et le public, ce qui y freine le développement de la pratique moderne de la politique qui suppose l'existence préalable d'un "espace public".

1.2 Sur les problèmes posés par une analyse du changement

La question est en effet de savoir comment a pu se faire la sortie du bloc agraire vers le mode de production capitaliste ou la société industrielle et urbaine. Pour y répondre il me faut présenter brièvement les éléments d'une théorie du changement et proposer un modèle. Pour ce faire, je ne vois pas d'autre possibilité que de commencer par récuser les images libérale, marxiste et utopique du développement. En effet, contrairement à la vision libérale, le développement n'est pas une évolution continue c'est-à-dire la montée d'une société sur une échelle de productivité et de rationalité (modernisation). Il est toujours une rupture c'est-à-dire un passage à un principe d'organisation sociale et culturelle différent. L'équipe marxiste, quant à elle, fonde le développement sur un déterminisme technologique (l'auto-développement des forces productives, toujours capables d'emporter les barrages que constituent, face à leur poussée, les formes d'organisation sociale et culturelle), et, successivement, sur la lutte des classes (aggravations de la contradiction structurelle d'un mode de production et accélération de son dépassement). Quant à la représentation utopique, elle est à la recherche d'un développement purement endogène, exclusivement fondé sur la mobilisation

d'une communauté. Mais comment le même peut-il produire l'autre? Il n'y a pas de développement forcément endogène. Il faut construire des modèles où se combinent facteurs endogènes et facteurs exogènes.

C'est pourquoi il convient de concevoir le développement d'une collectivité comme substitution d'un système social à un autre donc comme passage d'un système A à un système B.³ Ce passage ne peut se faire qu'à des conditions. La première est que des éléments de B soient à l'état embryonnaire dans un ensemble social majoritairement de type A. La seconde est que le premier système (A) soit lui-même en crise et donc ouvert à l'introduction d'éléments nouveaux.

Pour aboutir à des modèles très simples, il faut identifier plus précisément ces deux conditions, et les spécifier dans le cadre d'une désagrégation d'un bloc agraire. La première condition peut être précisée de la manière suivante. Les deux éléments de B requis, à l'état embryonnaire pour qu'il y ait sortie de la société agraire sont d'une part, un accroissement de la capacité d'initiative économique d'un certain nombre d'acteurs, lui-même lié à deux conditions, l'émancipation par rapport à l'autorité religieuse ou politique et la capacité matérielle d'investir (élément "initiative économique"); d'autre part l'émergence de nouvelles formes de participation sociale en rupture avec les précédentes, incluant l'instruction, l'information, l'intégration aux institutions politiques ... (élément "participation"). Quant à la crise de A, elle est le résultat de la convergence de deux processus: une stimulation extérieure, qui provoque l'obsolescence des anciennes formes d'organisation sociale et culturelle (élément "stimulation"); un affaiblissement de la capacité de socialisation de ces anciennes formes (élément "crise").

Le développement est la combinaison de ces quatre éléments. Ce qui ne se fait jamais spontanément, compte tenu des contradictions qu'il y a entre eux et surtout de leurs rythmes différents de déve-

3) Cf. A. Touraine, *La voix et le regard*, op. cité. chapitre "Les luttes historiques".

l'autre? Il n'y a pas de développement forcément endogène. Il faut construire des modèles où se combinent facteurs endogènes et facteurs exogènes.

C'est pourquoi il convient de concevoir le développement d'une collectivité comme substitution d'un système social à un autre donc comme passage d'un système A à un système B³? ~~A~~ Ce passage ne peut se faire qu'à des conditions. La première est que des éléments de B soient à l'état embryonnaire dans un ensemble social majoritairement de type A. La seconde est que le premier système (A) soit lui-même en crise et donc ouvert à l'introduction d'éléments nouveaux.

Pour aboutir à des modèles très simples, il faut identifier plus précisément ces deux conditions, et les spécifier dans le cadre d'une désagrégation d'un bloc agraire. La première condition peut être précisée de la manière suivante. Les deux éléments de B requis, à l'état embryonnaire pour qu'il y ait sortie de la société agraire sont d'une part, un accroissement de la capacité d'initiative économique d'un certain nombre d'acteurs, lui-même lié à deux conditions, l'émancipation par rapport à l'autorité religieuse ou politique et la capacité matérielle d'investir (élément "initiative économique"); d'autre part l'émergence de nouvelles formes de participation sociale en rupture avec les précédentes, incluant l'instruction, l'information, l'intégration aux institutions politiques ... (élément "participation"). Quant à la crise de A, elle est le résultat de la convergence de deux processus: une stimulation extérieure, qui provoque l'obsolescence des anciennes formes d'organisation sociale et culturelle (élément "stimulation"); un affaiblissement de la capacité de socialisation de ces anciennes formes (élément "crise").

Le développement est la combinaison de ces quatre éléments. Ce qui ne se fait jamais spontanément, compte tenu des contradictions qu'il y a entre eux et surtout de leurs rythmes différents de déve-

3) Cf. A. Touraine, La voix et le regard, op. cité. chapitre "Les luttes historiques".

loppement. Par exemple il se peut qu'une contradiction apparaisse entre l'élément "participation" et l'élément "initiation économique" si prédomine une visée de développement communautaire; la constitution d'une capacité d'investissement suppose en effet la division de la communauté (formation d'une classe dirigeante, etc...). De même pourrait être envisagé le cas où le développement d'une capacité d'accumulation et d'investissement ne s'accompagne pas d'un renouvellement des formes de participation sociale. Précisément, le rôle d'une élite du changement est d'articuler ces différents éléments, de faire en sorte que leur interaction suscite une dynamique de dépassement du système antérieur. Il peut être tenu par un Etat, par une élite soutenue par un Etat ou encore par un système politique associé à un Etat. Plus précisément, il consiste à faire déboucher la stimulation extérieure sur le développement d'une capacité d'initiation économique; à animer, sur cette base la contestation interne de l'ancien système social; à impulser la mise en place de nouvelles formes de participation sociale, qui, en retour, permettent une réponse plus efficace aux pressions extérieures par un développement de la capacité d'initiative économique.

En fait, à partir de là, concevoir trois modèles possibles de changement, selon la manière dont les quatre éléments précédents se combinent. Le premier se définit par la séquence suivante: crise stimulation → initiative économique → participation. Dans ce cas la destruction de l'ancien système précède la construction du nouveau; et les facteurs économiques y jouent le rôle moteur. Le primat de la crise signifie que la décomposition de l'ancienne société permet aux stimulations extérieures, essentiellement d'ordre économique de s'exercer, et de susciter une modernisation économique, qui, elle, entérine de nouvelles formes de participation sociale et culturelle.

Un second modèle fonde le développement sur la création de nouvelles structures de participation sociale. La séquence est la suivante: participation → crise → stimulation → investissement. Il se produit lorsque des forces politiques ou un Etat interviennent pour créer de nouvelles structures d'intégration culturelle et politique.

Il s'ensuit une crise et une destruction des anciens codes de la socialisation, puis une ouverture ou stimulations économiques extérieures ainsi qu'un développement de la capacité d'initiative économique. Ce modèle correspond assez bien au type de changement qu'ont connu le Sud et le Sud-Ouest de la France sous l'influence du radicalisme et du radical-socialisme: des forces politiques, appuyées par l'Etat, greffent sur la société traditionnelle les formes de participation politique et sociale instituées par la Révolution Française. La force motrice étant politique il n'est pas garanti que la modernisation sociale et politique engendre une croissance de la capacité d'initiative économique. C'est du moins ce qu'on constate en France dans la plupart des régions à tradition républicaine.

Le troisième est celui qui s'applique au cas breton. Le primat est accordé aux pressions extérieures et le rôle moteur à un mouvement social de développement. Il se traduit par la séquence: stimulation → crise → participation → investissement. Ce qui signifie que l'action des pressions extérieures déclenche une crise qui engendre un mouvement de contestation de l'ordre ancien, d'où sortent de nouvelles forces d'investissement et de développement économique.

Dans le cas breton, le modèle se concrétise de la façon suivante:

a. Stimulation extérieure.

Elle est double, politique et économique. D'un côté en effet, la Révolution Française amorce un vaste mouvement d'accession de la paysannerie à la propriété de la terre. Il en résulte un accroissement inévitable de ses besoins monétaires (pour payer cette terre), et, par voie de conséquence, un développement de la part de la production destinée au marché. De l'autre, l'industrialisation et l'urbanisation qui se font au 19^{ème} siècle entraînent une montée de la demande de produits agricoles, destinés à nourrir la population urbaine. Parallèlement, des voies de communication sont créées sur tout le territoire comme supports essentiels d'un espace économique national intégré. C'est ainsi que la voie ferrée Paris-Brest est créée sous le second Empire. Ce qui permet un écoulement de la production agricole hors de la région, et suscite un essor sans précé-

dent de la petite production marchande (zones légumières, élevage ...). Mais cet essor entraîne aussi celui du capitalisme marchand dont l'empire sur la paysannerie se fera par le biais de l'échange (mode de l'"articulation externe" pour reprendre la typologie d'A. Lipietz")⁴.

b. Crise

Il s'agit de la crise du système de reproduction sociale du bloc agraire se traduisant en crise d'hégémonie de l'Eglise et de l'aristocratie. Cette crise se développe sous une double pression. D'abord celle du développement des échanges marchands qui a pour effet d'accroître la différenciation sociale et d'émanciper une partie de plus en plus importante de la pratique sociale. C'est en effet tout un domaine de l'existence sociale - les pratiques économiques - qui échappe ainsi à l'autorité de la tradition et de la religion et qui acquiert son autonomie. Ce qui va de pair avec un processus d'individuation. Ensuite celles de l'Etat, qui interviennent surtout à partir des années 1880, comme agents de destruction des anciens codes de l'organisation sociale et culturelle. Il substitue les lois de la République aux normes de l'Eglise et des châtelains. Mais surtout il cherche à acquérir le contrôle de l'alphabétisation et de la scolarisation. D'où le rôle essentiel d'une petite bourgeoisie urbaine (essentiellement les instituteurs de l'école "laïque" comme vecteur de désorganisation sociale et de substitution de nouvelles formes de participation politique et d'intégration culturelle.

c. Participation

Cet élément a revêtu la forme d'une contestation interne du système hégémonique ancien aboutissant à la création de nouvelles formes de participation sociale en correspondance avec le principe d'organisation d'une société de petits producteurs marchands. Cette contestation s'est développée à l'intérieur de l'Eglise, animée par une partie du bas-clergé s'appuyant sur divers éléments des classes

4) A. Lipietz Le Capital et son espace, Paris, Maspéro. 1977.

moyennes urbaines et sur les élites ouvrières chrétiennes. Mais le principal support de cette contestation a été la fraction de la paysannerie parcellaire la plus engagée dans la petite production marchande, chez qui existait une très forte volonté d'émancipation religieuse et politique, et qui voyait dans la participation aux institutions républicaines une légitimation de cette volonté en même temps qu'un moyen de la réaliser (correspondance étroite entre l'idéologie républicaine et l'idéologie des petits producteurs marchands) C'est de cette contestation, qui prend la forme du mouvement démocrate-chrétien, que sortira la plus grande partie de l'élite régionale du changement de l'après-guerre.

d. Initiative économique

Le développement d'une capacité d'initiative économique c'est-à-dire essentiellement d'investissement, est lié à l'organisation économique des paysans parcellaires dès la fin du 19ième siècle. Avec l'aide du bas-clergé ils mettent en effet sur pied des institutions qui leur permettent de développer la production marchande: ce sont les mutuelles (crédit et assurances) et les coopératives, qui ont un double rôle de protection face au capital marchand et de développement de la capacité d'investissement.

2. Le rythme et les modalités de sortie du bloc agraire

2.1 Le rythme

La désagrégation du bloc agraire a été très longue - quasiment un siècle - avec une accélération vertigineuse à partir des années 1950. Pourquoi ce rythme lent? J'y vois deux raisons. La première, la moins décisive, est d'ordre général: il s'agit de la politique de la bourgeoisie vis à vis de la paysannerie parcellaire, qu'elle s'annexe comme classe-appui. Pour des raisons politiques, l'agriculture sera ainsi protégée contre tout ce qui aurait pu précipiter la décomposition de la paysannerie en France. La seconde est spécifique à la Bretagne; mais elle est déterminante. Il s'agit de la capacité d'initiative dont a fait preuve de vieille oligarchie pour colmater la crise de son système hégémonique. A partir de la fin

du 19ième siècle, elle a mis en oeuvre une stratégie dans laquelle on peut distinguer trois composantes :

- contrôler la scolarisation et l'alphabétisation en prenant l'Etat de vitesse à ce niveau (développement des écoles et de la presse tenues par l'Eglise).

- contrôler et encadrer le passage de la production domestique à la petite production marchande, plutôt que de la freiner. Tel fut le projet sous-jacent à la création de l'importante coopérative de Landerneau en 1911 par des représentants de l'aristocratie terrienne: il s'agissait d'une institution véritablement "totalitaire" dans son esprit et dans ses fonctions. Fondée sur une idéologie agrarienne et corporatiste, elle visait à prendre en charge toute l'existence des paysans parcellaires de la région en particulier toute la dimension économique de cette existence⁵.

- défendre la culture régionale, en s'opposant à sa désorganisation par l'Etat. Ce qui s'est traduit par un activisme culturel sans précédent: création d'associations, de revues, de théâtres populaires, d'oeuvres diverses.

Cette réaction vigoureuse des anciennes forces hégémoniques a déterminé les violentes luttes sociales et politiques qui ont accompagné la désagrégation du bloc agraire. Luttes d'Etat et de la petite bourgeoisie urbaine l'aque contre l'Eglise et les féodaux sur les questions de l'école et de la langue. Luttes entre classes dominantes et forces modernisatrices; elles ont revêtu la plupart du temps la forme de conflits internes à l'Eglise entre le bas clergé populiste et d'un côté et le haut clergé monarchiste allié à l'aristocratie terrienne et à une partie de la bourgeoisie industrielle et commerciale qui elle aussi demandait à l'Eglise d'inculquer aux classes populaires le reflet de la propriété et de l'ordre de l'autre. C'est ce second type de luttes qui a le plus déterminé l'évolution de la Bretagne après-guerre. Luttes enfin sur la question régionale elle-même entre les anciennes formes hégémoniques, mariant sans vergogne foi et Bretagne et un groupe d'intellectuels populistes étrangers au courant démocrate chrétien.

5) Cf. Le beau livre de S. Berger. Les paysans contre la politique. Paris, Le Seuil. 1974.

2.2 Les modalités

Je ne peux pas restituer ici, dans ses différentes composantes tout le processus de désagrégation du bloc agraire. Aussi ne considérerai-je que la période d'après-guerre, au cours de laquelle trois tendances principales sont à l'oeuvre: une dissolution de la petite production marchande simple; une décomposition de la paysannerie; une destruction de la société paysanne c'est-à-dire des communautés villageoises.

2.2.1 La dissolution de la petite production marchande et ses conséquences

En 1950, la paysannerie bretonne se livrait à la petite production marchande simple c'est-à-dire qu'elle n'était pas régie par une logique de développement capitaliste: elle ne visait pas à valoriser un capital mais à reproduire simplement les moyens de travail et de subsistance. Ce qu'elle faisait dans le cadre d'une agriculture de polyculture - élevage, assurant une large autonomie aux exploitations. Mais cette petite production marchande a tendu à se dissoudre sous l'influence de deux facteurs, le premier est constitué par la dynamique interne de cette forme de production, dominée de l'extérieur par le capital industriel et commercial. Ainsi la mécanisation et la spécialisation, initialement visées dans le cadre d'une logique monétaire et non capitaliste mettant en marche l'engrenage de la course à la productivité. Un phénomène proprement culturel y intervient, jouant un rôle démultiplicateur: l'idéologie du progrès, la surenchère à l'innovation et l'exigence de conformité aux nouvelles valeurs dominantes ont eu rapidement raison des formes traditionnelles de la vie sociale. Le second facteur correspond à une pression externe du capital industriel et bancaire, qui a su tirer profit de cette dynamique (suréquipement en matériel agricole) et "mettre à contribution, pour assurer sa propre croissance, cette importante force de travail disponible dans l'agriculture familiale"⁶.

6) C. Canevet. "La paysannerie n'est plus ce qu'elle était". Dossier Autrement no 19, juin 1973. consacré à la Bretagne. Cet article, dont je recherche les principaux éléments, constitue la meilleure synthèse actuellement faite sur la transformation de la paysannerie bretonne.

Quant aux principales transformations économiques corrélatives de cette dissolution de la petite production marchande simple on peut les indiquer brièvement comme suit :

- récession d'un système de polyculture-élevage diversifié au profit d'une spécialisation accrue, notamment sous la forme d'élevages industriels hors-sol (aviculture, porcs, veaux ...).

- recours accru aux produits intermédiaires proposés par les firmes en amont des exploitations (aliments, engrais, produits de traitement, bâtiments d'élevage...). Le développement de ces consommations intermédiaires va de pair avec un accroissement parallèle de la consommation de capital, l'une et l'autre entraînant une dépendance de plus en plus étroite à l'égard des firmes industrielles banques.

- transfert vers l'industrie agro-alimentaire d'activités auparavant effectuées dans les exploitations: transformation du lait, confection des aliments du bétail ... Dans ces conditions les exploitations tendent à devenir de simples ateliers de production étroitement dépendants de fournitures et de débouchés extérieurs.

- transformation progressive des agriculteurs en simples maillons d'une chaîne agro-alimentaire qui va des firmes d'amont aux entreprises d'aval; une chaîne bien évidemment contrôlée par le capital industriel et bancaire, où il démultiplie ses possibilités de profit.

- désapprobation des paysans du contrôle de leur développement. Ce sont en effet les industries agro-alimentaires et les banques qui constituent les agents actifs du développement des exploitations agricoles, dans la mesure où elles acquièrent un pouvoir de plus en plus grand d'orienter et de contrôler l'accumulation et l'investissement dans l'agriculture.

- réduction massive des travailleurs de l'agriculture pour élever la productivité du travail.

La principale conséquence de cette dissolution de la petite production marchande simple est précisément la décomposition de la paysannerie. J'y reviendrai plus loin. Deux autres conséquences

ont aussi leur importance pour le sujet qui retient mon attention. La première consiste dans la constitution d'une bourgeoisie industrielle et financière liée à l'activité agricole et plus précisément au développement de l'agro-alimentaire et du système bancaire. En fait, ce n'est pas une bourgeoisie telle qu'on l'entend au sens traditionnel du terme c'est pourquoi je préfère la notion de classe dirigeante pour désigner le groupe qui contrôle et dirige, à son profit, l'accumulation et l'investissement. C'est une classe très hétérogène. Une fraction minime mérite le nom de bourgeoisie; il s'agit le plus souvent d'artisans ou de commerçants qui sont parvenus à développer leur entreprise familiale en se reconvertissant dans l'agro-alimentaire: anciens minotiers devenus fabricants d'aliments du bétail; collecteurs de produits fermiers (beurre et oeufs) transformés en laiteries industrielles; commerçants de détail métamorphosés en gros concessionnaires de l'industrie; bouchers-charcutiers devenus propriétaires d'abattoirs, de conserveries ou de salaisonneries importants... Mais ce sont des entreprises qui dépassent rarement une envergure régionale (absence d'établissement en dehors de la région).

Une seconde fraction de cette classe est constituée par les dirigeants des grandes coopératives et du Crédit Agricole (la banque de l'agriculture, qui est une mutuelle). En fait il n'y a aucun sens à la qualifier de bourgeoise: elle est composée de paysans quasi-capitalistes (voir la définition plus loin).

La troisième fraction est tout aussi particulière et ne mérite guère plus le titre de bourgeoise. Il s'agit des dirigeants salariés de l'industrie agro-alimentaire et du système bancaire: dirigeants des coopératives, du Crédit Agricole Mutuel et du Crédit Mutuel de Bretagne, des établissements et filiales des grandes firmes nationales ou multinationales présents en Bretagne.

La seconde conséquence est la création d'un prolétariat nouveau dans ces industries liées à l'activité agricole. Il s'agit essentiellement d'une main d'oeuvre d'origine agricole, continuant le plus souvent à résider à la campagne et même à exploiter de petites

fermes. De ce fait, c'est le plus souvent un prolétariat docile transposant à l'usine des rapports sociaux hérités de la société paysanne. Ce qui n'exclut pas toutefois des explosions brutales mais éphémères.

2.2.2 La décomposition de la paysannerie

Le processus important à ce niveau n'est pas la réduction du nombre des travailleurs de l'agriculture (diminution de 2/3 en 25 ans des effectifs) mais la différenciation interne de la paysannerie. Certes ce serait se leurrer que de croire que celle-ci a été homogène dans le passé; il n'en demeure pas moins que sa stratification était à la fois plus limitée et moins fondée que l'économie. Voici une typologie qui tente de combiner des critères économiques et des critères politico-idéologiques⁷. Elle distingue trois sous-ensembles dans la paysannerie bretonne actuelle.

Au bas de l'échelle on trouve une paysannerie "pauvre traditionnelle" détenant le tiers des exploitations. Elle est "traditionnelle" au sens où elle n'a introduit que très peu de modifications économiques et techniques dans les formes d'exploitation, soit faute de capacité d'investissement, soit par refus de modernisme; et "pauvre" dans la mesure où elle n'obtient que des revenus médiocres qui ne lui ont pas permis d'introduire, par exemple un minimum d'éléments de confort dans le logement. D'une façon générale y correspond une population âgée (entre 50 et 60 ans), à fort taux de célibat masculin.

On peut s'étonner de l'importance de ses effectifs. Deux facteurs peuvent en rendre compte. Tout d'abord, c'est une catégorie qui fait preuve d'une forte capacité de résistance économique. En effet, comme elle n'a pas investi, elle n'est pas endettée; elle conserve donc une grande autonomie par rapport aux banques et à l'industrie. Elle ne s'est pas davantage spécialisée; elle demeure donc peu sensible aux fluctuations du marché. Elle survit en vivotant. Ensuite, est incluse dans cette catégorie une grande partie de l'agriculture à temps partiel (un quart des exploitations en Bretagne),

7) Je l'emprunte à C. Canevet, op. cit.

qui remédie à la pauvreté par un travail salarié en dehors de l'activité agricole. C'est le phénomène des "ouvriers-paysans", dans lequel un des membres du ménage, le plus souvent l'homme travaille dans l'industrie (souvent l'agro-alimentaire) tandis que la femme et les enfants exploitent une petite ferme.

Au sommet de l'échelle se tient ce qu'il faut bien appeler une nouvelle bourgeoisie agraire. Elle est très limitée en effectifs. Elle est nouvelle dans la mesure où elle s'est constituée au cours des années 60 à partir d'exploitations moyennes. Elle n'a donc rien à voir avec l'ancienne bourgeoisie foncière et l'ancienne aristocratie terrienne. Elle constitue une bourgeoisie dans la mesure où elle dirige de véritables entreprises agro-industrielles, fonctionnant selon une logique de reproduction élargie du capital. Ce qui signifie qu'elle a une réelle capacité d'accumulation et d'investissement fondée sur trois éléments: une industrialisation de la production (en particulier dans la production animale); l'emploi d'une main-d'oeuvre scolarisée relativement nombreuse; une division capitaliste du travail qui permet au chef d'entreprise de ne plus participer directement au travail sur l'exploitation.

Entre ces deux pôles extrêmes se tient une paysannerie moyenne. Mais elle est elle-même hétérogène. D'où la nécessité d'y distinguer plusieurs couches en fonction de deux critères interdépendants: la capacité d'investissement et l'autonomie. Une première couche correspond à cette paysannerie "quasi-capitaliste" dont je parlais précédemment. Elle se caractérise par des revenus élevés, un faible taux d'endettement, une grande capacité d'autofinancement, et l'emploi d'une main d'oeuvre salariée mais en nombre limité (1, 2 ou 3) et une capacité de reproduction élargie (en surfaces, équipements, chiffre d'affaires). Mais elle n'est que quasi-capitaliste dans la mesure où elle conserve plusieurs traits de la petite production marchande. En particulier le chef d'exploitation continue à participer directement au travail sur l'exploitation; la division du travail n'est donc pas poussée à bout; ce qui permet qu'une logique de type corporatif subsiste dans les rapports entre employeur et

main d'oeuvre salariée. Cette couche ne représente guère plus de 5% des exploitations. Mais elle a une couverture sociale disproportionnée par rapport à ses effectifs. Car c'est cette couche qui contrôle pour l'essentiel l'organisation économique de la paysannerie et donc les agences du développement agricole (coopératives et système bancaire mutualiste).

Une seconde couche de cette paysannerie moyenne demeure totalement dans les formes modernisées de la petite production marchande. Elle ne procède donc qu'à une reproduction simple de son capital. Et elle conserve une relation autonome par rapport à l'industrie et au système bancaire, en raison d'un faible taux d'endettement et d'une limitation de la spécialisation. Elle dispose de revenus stables et assez élevés. Elle n'emploie de main-d'oeuvre salariée que pour des travaux saisonniers; la famille demeure indirectement l'unité de production et de reproduction.

Une dernière couche est constituée par des paysans moyens soumis aux formes les plus avancées d'intégration dans la chaîne industrialo-bancaire. Elle a quasiment perdu la maîtrise du procès de production sur l'exploitation. Elle est constituée majoritairement de jeunes qui ont repris des exploitations familiales et ont dû les moderniser résolument. Ils ont beaucoup emprunté pour investir. Ils se sont spécialisés dans une seule production. Leurs exploitations sont de ce fait économiquement très fragiles, car soumises aux fluctuations des prix du marché. L'endettement, la nécessité de maintenir une capacité minimale d'investissement et divers autres facteurs les précipitent dans l'engrenage de la course à la productivité du travail. Mais ce travail reste toujours rémunéré en dessous de sa valeur. Cette couche s'est radicalisée sur le plan politique et idéologique au tournant des années 70. Analysant sa situation économique elle en est arrivée à se considérer comme de simples travailleurs salariés des industries agro-alimentaires et du Crédit Agricole, et donc à s'adresser à ces derniers en tant qu'employeurs effectifs. Elle est ainsi devenue le principal acteur des luttes anticapitalistes qui ont été menées dans le milieu paysan dans les années 70.

2.2.3 La destruction de la société paysanne

Cette destruction paraît évidente. Elle demanderait cependant à être analysée dans le détail, car trop souvent l'attention n'est portée qu'aux processus économiques et aux luttes politiques. Dans le cadre présent, je ne peux qu'énumérer les principales dimensions de cette destruction. La principale est la différenciation sociale, non pas au sens d'une nouvelle stratification de la population (c'est uniquement le sens que revêt la différenciation de la paysannerie), mais à celui d'une destruction et d'une autonomisation de multiples domaines de l'existence sociale (économie politique, culture, religion etc.). Cette différenciation va de pair avec d'un côté une émancipation des individus par rapport aux autorités traditionnelles, de l'autre une récession de la culture orale et donc de la structure communicationnelle ainsi que du régime de l'autorité qui en étaient corrélatifs. Cette différenciation permet enfin que s'y constitue un nouveau type d'espace public et donc que se développe des pratiques modernes de la politique et du conflit des classes.

Concrètement, cette destruction entraîne un déclin important de l'emprise de la tradition et de l'Eglise par les pratiques sociales. Mais cette modification de la structure sociale suit son rythme propre qui s'avère beaucoup plus lent que celui de l'infrastructure économique. Il faudrait aussi introduire ici diverses considérations, devenues banales, sur l'urbanisation des modes de vie et des valeurs dans les campagnes... En fait de destruction de la société paysanne c'est d'une véritable mutation anthropologique qu'il s'agit; et même si elle se fait à son rythme propre, c'est elle qui crée les conditions de possibilité d'un greffage de la logique de développement du mode de production capitaliste sur une ancienne société agraire.

Pour conclure la présentation de cette première proposition, je voudrais formuler deux remarques. D'une certaine manière, on peut considérer qu'à l'heure actuelle la sortie du bloc agraire est définitivement accomplie. Néanmoins force est de constater que l'héritage demeure encore lourd sur le plan politique et culturel ceci en raison des rythmes différents de transformation des divers niveaux

de la réalité sociale. En second lieu, la question du développement reste néanmoins à l'ordre du jour, c'est-à-dire celle de l'industrialisation, de la création d'emplois et de plus en plus celle du choix d'un autre type de croissance, fondé sur la conquête d'une plus grande autonomie dans le mode d'industrialisation. Ce qui frappe aujourd'hui par exemple en Bretagne c'est la remise en cause du modèle de développement préconisé et imposé par l'élite du changement des années 50 et partiellement réalisé par la classe dirigeante qui en est sortie. La politique d'industrialisation par décentralisation d'établissements parisiens est contestée. De même qu'est critiqué le type de développement imposé à l'agriculture, qui a abouti à en faire une activité très dépendante, très consommatrice de capitaux, d'énergie et de technologie et, par contre très avare d'hommes. A cela s'ajoute la contestation écologique. A travers cet ensemble de contestations, c'est l'élite du changement et la classe dirigeante qui lui a succédé qui se trouvent directement mises en cause. En réponse, celles-ci s'acharnent à leur oeuvre: "Voyez tout ce que nous avons fait, nous les modernisateurs, nous les hommes de progrès".

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

II. Bourgeoisie régionale ou élite régionale du changement?

Proposition: la désagrégation du bloc agraire en Bretagne a été impulsée et partiellement contrôlée non pas par une bourgeoisie régionale mais par une élite régionale du changement. Elle a par contre abouti à la constitution d'une nouvelle classe dirigeante.

1. Problèmes de définition: élite du changement, classe dirigeante, classe dominante.

A plusieurs reprises j'ai fait fonctionner trois concepts entre lesquels je n'établis pas d'équivalence: élite du changement, classe dirigeante et classe dominante. A mon avis, on n'a rien à gagner à confondre ces trois termes. Quant aux définitions on peut les discuter. Voici comment je conçois chacun des termes.

L'élite du changement se définit par rapport à une transformation sociale globale, ou à une situation de "transition sociétale". C'est précisément le groupe de ceux qui impulsent, orientent et contrôlent le changement. Par quels moyens? Essentiellement par le biais de l'innovation culturelle de la contestation du système hégémonique antérieur, de l'expérimentation de nouvelles formes de coopération sociale du développement de la capacité d'initiative économique (aussi bien par la destruction des obstacles économiques et culturels à cet accroissement que par la création d'institution permettant ce développement). Cette élite est donc par définition modernisatrice. Mais on ne peut pas la définir uniquement par sa mobilisation en faveur de l'innovation. Car telle est précisément son idéologie spécifique: elle affiche résolument son pouvoir d'innovation mais elle masque des rapports sociaux de domination et d'exploitation sur lesquels il repose.

On peut parler d'une élite régionale du changement dans la mesure où le développement s'effectue non pas dans un mode de production mais dans une collectivité concrète où s'articulent des fragments de modes de production différents et des structures socia-

les différentes, la Bretagne dans le cas présent. En toute rigueur, il paraît plus difficile de parler de bourgeoisie régionale dans la mesure où l'intervention de celle-ci se fait moins par rapport à une collectivité concrète que par rapport à un mode de production et à une logique d'accumulation et d'investissement qui ne sont que très peu déterminés par la référence à un ensemble historique concret. La bourgeoisie se détermine que par rapport au mode de production capitaliste dans lequel elle dirige, à son profit, l'accumulation et l'investissement. Si bien que dans une conjoncture de transition, la question essentielle consiste à savoir comment se constitue cette classe dirigeante.

On accepte trop facilement l'idée selon laquelle c'est une bourgeoisie régionale qui constitue le moteur de l'implantation du mode de production capitaliste dans une région comme la Bretagne. Cette idée paraît difficilement toute noble: comment en effet une classe peut-elle précéder le système auquel elle appartient et qui la constitue comme telle? Comment peut-elle ainsi s'autoengendrer? On peut bien concevoir que la désagrégation du bloc agraire soit l'oeuvre d'une bourgeoisie. Mais elle ne peut alors être qu'extérieure; pas nécessairement d'ailleurs à la région dans la mesure où nombre de villes bretonnes ont connu un important développement de leur bourgeoisie industrielle et commerciale. D'où la question: est-ce la bourgeoisie implantée dans les villes bretonnes qui a impulsé le changement? S'est-elle pour cela identifiée à l'historicité de la collectivité bretonne? Même si la réponse était positive - et j'y reviendrai dans le cadre d'un repérage pratique - tant que prédomine la question de la transition, donc du développement, elle ne peut intervenir qu'en tant que composante d'une élite du changement, qui est, elle, précisément un agent de formation d'une bourgeoisie ou d'une classe dirigeante et de création du système dans laquelle cette classe sera dirigeante.

Tandis qu'une classe dirigeante se définit par sa place dans un système de rapports de production et par le contrôle qu'elle exerce sur l'accumulation et l'investissement, l'élite du changement

ne peut absolument pas être définie par une telle place dans la mesure où elle se constitue pour dépasser les formes et les rapports de production de la société antérieure, et où ne sont encore qu'embryonnaires ceux de la société qui s'y substitue. Par contre elle a vocation à être un agent d'industrialisation, mais ce n'est pas nécessairement elle qui la dirigera; la plupart du temps elle est dépourvue de pouvoir à ce sujet, puisqu'elle n'a pas accès au contrôle de l'investissement, du moins dans une société où prédomine la propriété privée du capital et des moyens de production. Et si elle se met à diriger l'industrialisation, elle change de nature; elle devient classe dirigeante. Cette argumentation a une implication pratique, souvent soulignée par Touraine: cette élite du changement a un rôle d'autant plus important et une autonomie d'autant plus grande que la classe dirigeante (bourgeoisie et classe dirigeante ancienne) est plus faible et que les problèmes du développement l'emportent sur ceux de la reproduction du système social.

Reste à se demander comment peut se constituer une telle élite du changement? Peut elle en particulier émaner de l'ancienne classe dirigeante du système social immédiatement antérieur? Il est rare que des classes dirigeantes précapitalistes soient intervenues comme agent d'industrialisation. Mais ce cas s'est réalisé dans l'histoire du moins partiellement: au Japon, en Allemagne et en Italie c'est l'Etat qui a créé une classe capitaliste à partir d'éléments des classes dirigeantes précapitalistes et de son propre appareil bureaucratique. Mais c'était dans ces cas l'Etat qui intervenait comme agent de changement et d'industrialisation. Par contre dans les cas français et anglais, l'industrialisation a été impulsée et contrôlée par des bourgeoisies nationales, commerçantes et financières, formées dans le cadre du capitalisme marchand.

Je soulève cette question pour autant qu'en Bretagne force est de constater qu'une fraction de l'ancienne classe dirigeante qu'était l'aristocratie terrienne, a joué, dans la première moitié de ce siècle le rôle d'agent de développement et de modernisation. Elle y a été incontestablement contrainte, ne fût-ce que pour sauvegarder

sa position de classe dominante - et ici j'introduis le troisième terme. Mais elle l'a fait sciemment et en y investissant des moyens extraordinaires. Ce fut l'enjeu du fameux Office Central de Landerneau, qui a constitué le moteur des deux révolutions agricoles (économiques et techniques) qu'a connues le Finistère dans les années 20 et dans les années 50-60; ceci sous la houlette des hobereaux et d'une partie du clergé, qui ont d'ailleurs, ce faisant, précipité leur propre disparition comme classe dirigeante et dominante, croyant sacrifier leur position de classe dirigeante pour sauvegarder une position de classe dominante.

Cette distribution entre fonction dirigeante et fonction dominante d'une classe est devenue familière depuis qu'on a relu Gramsci (Direction = capacité à organiser et à ordonner les intérêts des diverses fractions de la bourgeoisie, donc à constituer et à diriger un bloc hégémonique; mais aussi à susciter le consentement des masses, par le biais de l'intervention idéologique et culturelle. Domination = capacité à maintenir l'ordre, à empêcher toute organisation autonome des classes populaires...). Mais j'ai en tête une distinction un peu différente. La fonction dirigeante se définit par rapport au contrôle de l'accumulation (appropriation du surplus social) et de l'investissement; par rapport à la mobilisation des ressources pour le développement économique et social et à leur utilisation; par rapport enfin à l'imposition des contraintes requises par ce développement. La fonction dominante est celle à travers laquelle une classe établit, sur la base de sa fonction dirigeante sa domination sur toute la société, en particulier sur le système politique et sur les cadres de l'organisation sociale et culturelle. Ceci en imposant des normes, des valeurs et des catégories de la politique sociale fondées sur la confusion de sa fonction dirigeante et de ses intérêts privés, somme toute en contrôlant l'ensemble du dispositif d'imposition et de reproduction de l'ordre social. En conséquence une classe peut perdre sa fonction dirigeante et rester dominante: elle peut plus difficilement devenir dominante sans assumer à un moment quelconque une fonction dirigeante, sauf s'il s'agit d'une domination par procuration.

En conclusion, on ne peut parler de bourgeoisie régionale que si trois conditions sont réunies :

- que les problèmes du développement ne soient pas prédominants
- que, du point de vue de la fonction dirigeante, cette classe oriente l'investissement en identifiant les intérêts de la collectivité régionale aux siens. Je rappelle qu'une bourgeoisie nationale n'est pas une bourgeoisie dans la nation mais une classe qui identifie d'une manière ou d'une autre les intérêts de la nation (auto-détermination) aux siens.

- que, du point de vue de la fonction dominante elle dispose d'un appareil d'imposition et de reproduction d'un ordre qui garantisse la réalisation de ses intérêts. Le critère est ici l'emprise sur le système politique et sur le système d'imposition des normes, valeurs ... de la collectivité régionale.

Au regard de ces conditions, on trouvera difficilement des bourgeoisies régionales en France; on y trouvera par contre des élites du changement, des groupes dominants localement et des fractions de la bourgeoisie plus spécifiquement attachées à telle ou telle région (fractions régionales de la bourgeoisie).

2. Repérages

2.1 La bourgeoisie en Bretagne

Pour qu'elle ne soit pas une bourgeoisie régionale au sens défini précédemment, elle existe sous forme d'un mélange d'éléments anciens et d'éléments nouveaux. Il y eut une grande bourgeoisie à Nantes, mais elle n'a jamais joué le rôle de bourgeoisie régionale. Elle s'est désormais fondue dans le capitalisme français ou international, ne laissant sur place que des établissements ou des filiales.

A l'heure actuelle, il est possible d'identifier les éléments de cette bourgeoisie sur quatre bases différentes. N'est véritablement bourgeoisie que la classe qui détient des entreprises à capitaux locaux ou régionaux. Il s'agit souvent d'entreprises familiales qui ont le quasi-monopole de l'emploi dans une ville ou une micro-région. On peut y distinguer un secteur en déclin (conserve-

ries, textiles et habillement, chaussures, sidérurgie...); et un secteur en essor, essentiellement constitué autour de l'activité agricole, sur la base d'activités de sous-traitance pour les grandes entreprises implantées dans la région, ou encore sur celle du tourisme. On peut y inclure la nouvelle bourgeoisie agraire évoluée ci-dessus, de même que celle qui contrôle les plus grosses entreprises de Bâtiment et Travaux Publics (le secteur les B.T.P. représente 1/3 des emplois industriels en Bretagne).

Les trois autres composantes qu'on peut identifier relèvent d'une classe dirigeante plus que d'une bourgeoisie. La première est constituée par la technostructure des établissements ou des filiales dépendant de firmes nationales ou multinationales implantés dans la région. Son horizon de référence est d'ailleurs beaucoup plus la firme que la collectivité bretonne; et son pouvoir d'orienter l'investissement est limité. La seconde est de même nature: il s'agit des autres dirigeants salariés des coopératives et du système bancaire mutuel, auxquels il faudrait ajouter les administrateurs paysans de ces mêmes organismes, ces gens là ne constituent pas une bourgeoisie; par contre ils forment une des principales composantes de la classe dirigeante régionale en raison de leur pouvoir sur les orientations de l'investissement et de leur propension à s'identifier au développement de la région. La dernière composante correspond aux éléments d'anciennes classes dominantes qui conservent une bonne part du contrôle du domaine de la reproduction sociale, en particulier par l'intermédiaire du contrôle du système politique, c'est-à-dire par le monopole qu'ils ont de la représentation des intérêts et du traitement de la demande sociale. Je constate qu'on applique aussi le qualificatif de bourgeoisie régionale à cette classe politique ou qu'on la considère comme classe dirigeante (les "notables"). Ce qui ne peut qu'accroître encore davantage la confusion.

2.2 L'élite du changement

Les réflexions qui suivent n'ont qu'une valeur exploratoire, la recherche n'ayant pas été suffisamment développée en ce domaine pour que je sois en mesure d'avancer des propositions validées.

La première question soulevée par son repérage porte sur sa dimension historique: à quel moment s'est elle formée? Quant s'est elle décomposée? Je tends à penser qu'elle n'a vraiment fonctionné comme élite régionale du changement qu'entre 1950 et 1964. Elle se constitue à travers les luttes sociales et politiques de la première moitié du siècle et plus particulièrement dans le mouvement social de développement qu'est la démocratie chrétienne; mais dans cette période elle ne s'identifie pas du tout au développement de la collectivité régionale. Elle intervient comme élite régionale essentiellement à travers le CELIB (Comité d'Etude et de Liaison des Intérêts Bretons) à partir de 1950. Elle se décompose à partir de 1964, laissant la place à trois relais: un embryon de classe dirigeante; une classe dominante; et de nouvelles élites microrégionales du changement (élites de "pays").

2.2.1 Sur le mouvement démocrate-chrétien en Bretagne.

En Bretagne la Démocratie chrétienne, qui se développe à partir des dernières années du 19ième siècle, est beaucoup plus qu'un parti politique. Si on la limite à cela on ne comprend rien aux enjeux des luttes sociales et politiques qui ont émaillé l'histoire de la Bretagne depuis le début du siècle jusqu'à maintenant. Il s'agit d'un mouvement à la fois social, culturel et politique, qui a joué un rôle moteur dans le passage d'une société féodale-ecclésiastique à une société de plus en plus intégrée dans le mode de production capitaliste dominant. Ce mouvement n'a d'ailleurs jamais été unifié, mais toujours divisé et contradictoire, faisant coexister en lui-même des orientations différentes. Car c'est de lui que sont sortis tout à la fois:

- le premier syndicalisme paysan refusant la collaboration de classe avec les propriétaires, et qui aboutit à la fin des années 60 à l'opposition de la nouvelle bourgeoisie agraire et des paysans-travailleurs issus les uns comme les autres de la démocratie-chrétienne.

- le syndicalisme ouvrier chrétien, très important en Bretagne, dont sort au début des années 60 la remuante CFOT-Bretagne, qui impulse la quasi-totalité des luttes ouvrières marquantes des années 70.

- le puissant courant de mutualisme et de coopération qui a joué un rôle décisif dans la transformation de l'agriculture et a un poids économique très important actuellement.

- un grand courant politique qui, entre les années 20 et les années 60, a constitué le porte-parole politique des paysans parcellaires et l'instrument de leur intégration dans les institutions de l'Etat-Nation. Minoritaire avant-guerre il devient largement majoritaire après guerre (sous le nom de M.R.P.) jusqu'à ce qu'il soit balayé par le gaullisme à partir de 1965. Aujourd'hui, il n'a guère plus d'influence au niveau national; mais il contrôle encore une bonne partie du système politique local et régional.

2.2.2 Les trois dimensions de ce mouvement.

En Bretagne le mouvement démocrate-chrétien me parait, surtout entre les deux guerres, constituer un mouvement social de développement, caractéristique d'une société en transition. A ce titre coexistent en lui des dimensions différentes, sinon contradictoires - j'en distingue trois.

Il y a d'abord une forte composante de lutte de classes, c'est-à-dire de mobilisation contre la classe dominante c'est-à-dire contre l'aristocratie et l'Eglise. Mais cette lutte revêt une forme essentiellement religieuse, compte tenu de l'installation de l'Eglise au coeur du système d'hégémonie. Cette lutte s'enracine en effet dans la revendication d'un retour aux sources du christianisme et dans une sécularisation de l'idéal chrétien d'égalité et de liberté, qui est revendiqué contre l'institution et contre l'hégémonie féodale-ecclesiastique. Au terme cette composante se décomposera en deux orientations opposées: d'un côté elle engendrera un mouvement politique majoritairement conservateur (défense de la famille, de l'école chrétienne, etc...); de l'autre elle donnera naissance à des mouvements de base radicaux, tel le syndicalisme paysan.

Mais la composante la plus forte est constituée par une pression modernisatrice. Il s'agit de détruire les archaïsmes de la société bretonne: de supprimer tout ce qui bloque la modernisation économique, en particulier au niveau tel l'agriculture; et plus

globalement de promouvoir l'émancipation des classes populaires, paysannerie et classe ouvrière. D'où la création de multiples organisations et associations destinées à créer une capacité d'initiative économique (mutuelles, coopératives, caisses de crédit...). Tout compte fait, la modernisation est autant culturelle qu'économique.

La dernière composante est la plus faible, celle de la défense communautaire. Mais elle est bien présente et liée à l'anticapitalisme du mouvement. C'est une visée d'opposition à l'individualisme du capitalisme allant de pair avec la volonté de soustraire les masses à l'emprise de la bourgeoisie industrielle et financière et avec le souci de revivifier des formes de vie collective et de solidarité héritées du système antérieur (défense de l'exploitation familiale de la communauté villageoise; promotion de nouvelles formes de coopération et de solidarité mutualiste). Mais elle ne comporte aucune connotation bretonne: la langue et la culture bretonne sont trop perçues comme des obstacles à la modernisation. Car c'est la pression modernisatrice qui constitue la composante la plus forte du mouvement: les démocrates-chrétiens se veulent des hommes de progrès! Mais ils sont aussi des jacobins: ce qui les oppose à leur adversaires c'est essentiellement leur prise de parti en faveur des institutions républicaines et leur stratégie d'émancipation de la paysannerie par le développement de leur participation à la vie politique nationale.

La combinaison de ces trois dimensions donne, ce qu'il faut bien appeler un populisme, dans lequel coexistent deux orientations d'importance inégales. Il s'agit d'abord d'une alliance entre des éléments des classes moyennes urbaines et les catégories les plus émancipées des classes populaires (paysans ou ouvriers): le projet est de soustraire ces classes à l'emprise des anciennes forces hégémoniques (Eglise et aristocratie) mais aussi des nouvelles (bourgeoisie industrielle et financière). Il s'agit en premier lieu d'éviter que le changement ne se solde par une prolétarianisation c'est-à-dire par une rupture complète des appartenances sociales et culturelles antérieures. D'où le projet de permettre à la collectivité de conserver

ou de retrouver le contrôle de son développement par le biais d'institutions appropriées (coopératives, banques...).

2.2.3 Les trois composantes de l'élite régionale du changement.

Cette élite a donc été en gestation principalement dans le mouvement démocrate chrétien de la première moitié du 20^{ème} siècle. Mais l'aristocratie et l'Eglise y demeuraient la classe dirigeante et dominante. Celles-ci seront balayées par la dernière guerre, en raison de leur adhésion enthousiaste au régime de Vichy et de leur complaisance à l'égard de l'occupant allemand.

Sa principale expression instituée sera le CELIB fondé en 1950⁸. C'est à travers lui qu'elle s'affirmera comme élite régionale. Elle n'émane d'ailleurs pas exclusivement de la démocratie chrétienne; y sont actifs des éléments issus de courants politiques parallèles, en particulier du radicalisme (pendant laïque de la démocratie chrétienne), du socialisme et du mouvement culturel breton.

Le rôle moteur y est tenu par des intellectuels, en particulier par un journaliste issu du radicalisme et un universitaire socialisant. De nombreux enseignants y sont présents, souvent liés au mouvement culturel breton. Ces intellectuels y jouent un double rôle: celui d'experts, ce qui n'est pas négligeable dans un pays où l'administration a traditionnellement le monopole de l'expertise politico-administrative; celui d'opérateurs de liaison entre les orientations et les courants présents au CELIB.

La seconde composante est constituée par les agents de la modernisation économique, c'est-à-dire principalement les représentants des forces modernisatrices agricoles (coopération, système bancaire, syndicalisme paysan...), qui détiennent un réel pouvoir sur l'accroissement de la capacité d'invitative économique dans la région. Ces agents sont appuyés par les dirigeants du syndicalisme ouvrier chrétien et par de nombreux intellectuels des Chambres de Commerce et d'Industrie (beaucoup plus que par la bourgeoisie régionale elle-même).

8) Une analyse approfondie du CELIB reste à faire. L'interprétation de R. Dulong (La question Bretonne, A. Colin 1975) me paraît nettement insuffisante.

La troisième composante est celle des élus politiques, presque tous démocrates-chrétiens. La plupart d'entre eux sont issus des classes moyennes urbaines (avocats, journalistes, enseignants...), très peu des classes populaires. Mais on y trouve aussi quelques rescapés de l'ancienne classe dirigeante. Cette composante est économiquement modernisatrice, mais socialement conservatrice. Elle joue un rôle important, car c'est elle qui se fait le porte-parole des revendications auprès de l'Etat et négocie avec lui.

Cette élite régionale du changement a une grande capacité d'action entre 1950 et le début des années 60, et plus particulièrement une grande force de pression sur l'Etat, pour obtenir de lui des décisions qui puissent supprimer les principaux obstacles au développement régional. Cette capacité tient d'abord à la possibilité qu'elle a de s'appuyer sur la très forte poussée modernisatrice qui se développe dans la paysannerie, et plus globalement de mobiliser les forces populaires pour renforcer sa pression sur l'Etat. Mais cette capacité est aussi liée au jeu des parlementaires du CELIB dans le système politique de la 4^{ième} République: des députés bretons, réunis dans une commission spéciale négocient leur appui aux gouvernement en place contre des mesures favorables à la Bretagne.

2.3 La décomposition de cette élite en 1963-64.

C'est ce que les bretons ont nommé "la trahison des notables". Mais la réalité n'est pas si simple, car ce qui se passe c'est une véritable recomposition de la sphère dirigeante. Il s'agit donc d'identifier les facteurs de cette décomposition; mais aussi d'évaluer ses principaux effets.

L'explication la plus courante c'est le thème de la "trahison des notables". Il s'agit pour l'essentiel du ralliement de la troisième composante de l'élite du changement au gaullisme. Ceci sous deux formes. Un ralliement proprement politique: c'est l'éclatement du M.R.P. Un ralliement institutionnel: c'est l'acceptation, par les élus politiques, des institutions créées par la réforme régionale de 1964, qui créent au niveau de la région un pseudo-système politique où seront censés être désormais représentés les intérêts de la collectivité bretonne et traitées ses demandes spé-

cifiques. D'ailleurs dans ce ralliement institutionnel ne sont pas seulement impliqués les élus, mais aussi les "forces vives". Les uns et les autres y perdront leur capacité de pression sur l'Etat au sujet des problèmes de développement régional. Il est vrai que cette perte sera compensée par un accroissement de leur emprise sur le système politique local et départemental, qui leur permet de façonner l'ordre social, d'imposer normes et valeurs, qui ne sont d'ailleurs pas tant les leurs que ceux de l'Etat et de la classe dirigeante française. A ce niveau, l'élite s'est dégradée en classe dominante - relai, perdant dans l'opération l'appui de sa composante populiste-progressiste ou régionale-populaire.

Par ailleurs, cette élite régionale du changement accouche aussi d'une nouvelle classe dirigeante régionale. Elle cesse d'élire une force de modernisation et de changement pour diriger l'industrialisation et pour orienter et contrôler le développement par le biais de la maîtrise de l'investissement. Dans cette classe dirigeante nous trouvons réunies: les nouvelles bourgeoisies agraire et agro-alimentaire; la bourgeoisie commerciale liée au développement du tourisme; divers éléments de l'ancienne bourgeoisie industrielle; quelques représentants de la technostructure des établissements et filiales relevant de firmes nationales et multinationales; enfin les principaux dirigeants, paysans et cadres supérieurs, des coopératives agro-alimentaire et du système bancaire mutuel.

Les rapports entre cette classe dirigeante économique et la classe politiquement dominante sont devenus de plus en plus conflictuels: la première a tenté d'envoyer la seconde dans les poubelles de l'histoire pour imposer son ordre propre, centré sur une volonté de rationalisation économique et administrative et impliquant une complète destruction des appartenances culturelles et des solidarités sociales traditionnelles. Pour ce faire, elle a dans un premier temps visé à créer un système politique parallèle, permettant de court-circuiter le pseudo-système politique local et régional colonisé par la classe politiquement dominante, dépourvue de toute capacité d'intervention sur le développement économique. L'émergence des "pays" s'inscrit dans cette dialectique là. Dans un second

temps, elle tentera de redonner vie au CELIB pour renforcer sa capacité de négociation avec l'Etat. Ce sera un échec (1970-72). Au bout du compte, elle composera avec les éléments de l'ancienne classe politique en partageant avec eux le gâteau du pouvoir dans le système politique local et régional.

Le dernier facteur de décomposition de cette élite régionale du changement est l'éclatement de la région et le repli sur des micro-régions appelées "pays". Ceux-ci sont des entités culturelles et historiques ne correspondant à aucune division administrative. Cette reviviscence des "pays" est un mouvement très complexe, car il est loin d'être homogène. Mais elle me paraît directement liée à la décomposition de l'élite régionale. Elle repose aussi sur le développement d'un conflit larvé entre Bretagne Occidentale et Bretagne Orientale, entre Brest et Rennes en quelque sorte. En effet l'aide de l'Etat à l'industrialisation dans les années 50 a surtout profité à Rennes et très peu à l'extrême Ouest (Finistère). C'est pourtant ici que la pression modernisatrice agricole est la plus forte et qu'est formulée le plus vivement la revendication d'industrialisation pour faciliter le développement de l'agriculture (absorption de la main d'oeuvre excédentaire; constitution d'une industrie agro-alimentaire).

Ce sont donc les Finistères qui prendront l'initiative de définir désormais les stratégies du développement non par rapport à la région mais par rapport à la micro-région, le "pays". C'est ainsi que sont nés en 1963 dans le Finistère les deux premiers "comités de pays", l'enjeu étant la reconstitution d'une élite du changement dans le cadre de ces entités, le plus souvent avec l'aide des segments les plus modernistes de l'Etat central, la DATAR et le PLAN en l'occurrence. Le seul cas qui ait vraiment marché c'est celui du Nord Finistère, avec une organisme qui s'appelle SEMENF qui a réussi à susciter une interaction tout à fait particulière entre élite du changement, classe dirigeante et classe dominante sur le plan micro-régional.

Un autre cas intéressant est celui du MENE où prédominait une perspective de développement communautaire. Là aussi, il se cons-

titua une élite micro-régionale du changement, composée d'intellectuels, de syndicalistes paysans et ouvriers et d'éléments dynamiques de la petite bourgeoisie artisanale et commerciale. Puis, dans les années 70, cette élite se décomposa à son tour en classe dirigeante contrôlant le développement par le biais des coopératives, du système bancaire et d'autres institutions du même type et en classe dominante par l'intermédiaire d'un contrôle du système politique local à travers lequel elle devenait en mesure de négocier ses intérêts avec l'Etat.

Plus tard entre 1963 et 1972 apparaîtra une nouvelle génération de comités de pays (5 ou 6) dont la caractéristique est d'avoir été créés à l'initiative de l'Etat central dans le cadre de sa politique d'aménagement du territoire et de rénovation rurale. Il s'agissait là aussi pour l'Etat de se faire reloger en tant qu'agent de changement par des élites locales du changement destinées à se transformer au plus vite en classes dirigeant le développement économique de la micro-région par un contrôle de l'investissement. Dans l'ensemble cette stratégie a échoué. Ca n'a marché que lorsque ces élites se sont constituées spontanément. Mais parfois l'Etat a sabordé des expériences lorsque l'élite du changement manifestait une trop forte volonté de mobilisation populaire (cas du CIDECOB dans centre - Ouest - Bretagne).

Ce mouvement s'est ralenti ces dernières années, mais il ne s'est pas complètement éteint. Un certain nombre d'indices donnent à penser que la relance de la réflexion sur les impasses du mode de développement appliqué dans les années 60 est favorable à la reconstitution de nouvelles élites locales du changement. Dans le Nord-Finistère je vois depuis quelques mois se former une telle élite, composée de deux éléments: les nouvelles classes moyennes qui ont accédé ces dernières années au pouvoir politique local (enseignants, techniciens, cadres moyens des I.A.D. et du Crédit Agricole...); des éléments de la classe dirigeante et de la classe dominante issues de l'élite du changement des années 60, qui ont pris conscience des impasses du mode de développement qu'ils avaient imposé.

III. Le mouvement national breton comme mouvement social de développement

Je n'ai pas parlé pour le moment du mouvement national breton. Il était d'abord nécessaire de restituer le cadre dans lequel il faut le comprendre. Or ce qui apparaît c'est que le mouvement breton n'a pu sortir de l'ombre qu'à partir du moment où a éclaté la démocratie chrétienne et où s'est décomposée l'élite régionale du changement. Une conjoncture de montée des luttes paysannes et ouvrières s'est alors révélée propice au développement d'une dynamique politique nationale-populaire. Puis à partir des années 70, ce mouvement a profité de la poussée contre-culturelle issue de la révolte de mai 68.

1. L'ombre de la Démocratie Chrétienne

L'idée est que le véritable mouvement social de développement, du moins jusqu'aux années 60, a été le mouvement démocrate chrétien, qui n'a jamais eu de sentiments bretons. Donc ce qui a eu de l'importance jusqu'à cette date, ça n'est pas le mouvement national, mais le jeu des forces sociales qui s'est constitué autour de l'élite du changement et à partir de ces glissements. Et lorsqu'elle a émergé sur la scène politique cette élite n'a pas été le moindre nationaliste, mais régionaliste au sens où elle a pensé la question du développement par rapport à la collectivité régionale et où elle a revendiqué un véritable système politique régional. Mais la classe dirigeante dont elle a accouché n'est même plus régionaliste.

En fait le mouvement démocrate-chrétien et le mouvement national sont, dans la première moitié du siècle, deux mouvements parallèles mais opposés. Ils sont issus de la même matrice! la désagrégation du bloc agraire. Ils sont tous les deux des populismes mais l'un est jacobin, l'autre nationaliste Breton. En effet, il s'agit dans les deux cas d'une tentative des classes moyennes urbaines (souvent des intellectuels) de mobiliser les classes populaires contre les anciennes forces hégémoniques et parallèlement, de les soustraire à leur emprise en développant de nouvelles formes de participation et d'intégration sociale. D'où une dimension modernisatrice, éventuel-

lement progressiste (anticapitalisme). Il s'agit en second lieu, dans un cas comme dans l'autre de conserver à la collectivité locale ou régionale le contrôle de son développement et, par là, d'éviter la destruction de l'identité collective. En fait la première composante est plus forte dans le mouvement démocrate-chrétien et la seconde dans le mouvement national, le premier visant surtout une émancipation des classes populaires par leur intégration politique dans les institutions de l'Etat-Nation, le second cherchant à doter la collectivité bretonne d'un système politique propre. D'ailleurs si l'on voulait être complet, il faudrait tenir compte d'un troisième populisme, le radicalisme, très peu implanté en Bretagne, ne se différenciant de la démocratie chrétienne que par son laïcisme. Il est en tout cas significatif que l'élite régionale du changement des années 50 soit en quelque sorte la conjonction de ces trois populismes, le premier étant incontestablement le plus déterminant.

2. Un relai de l'élite régionale du changement

Le renouveau et le déploiement du mouvement national s'effectuent précisément au moment où d'un côté éclate en profondeur le mouvement démocrate chrétien (ralliement politique partiel au gaullisme, disjonction entre la composante politique et la composante sociale incarnée dans le syndicalisme paysan et ouvrier...); de l'autre se décompose l'élite régionale du changement des années 50 en une classe politique dominante et une classe dirigeant le développement économique. D'une certaine manière, le mouvement national se propose alors de prendre le relai de l'élite régionale déficiente, ceci de deux façons. En essayant d'une part de réunifier les composantes désarticulées des luttes sociales non plus autour d'une pression modernisatrice mais autour de la revendication nationale. En cherchant d'autre part à créer un système alternatif de maîtrise du développement, et donc une nouvelle classe dirigeante qui, sur la base de l'équivalent d'un Etat national-populaire libérateur et modernisateur, ferait déboucher les revendications populaires sur des réformes tous azimuts et en même temps dirigerait l'industrialisation, soit directement, soit indirectement. Ce qui empêcherait

de surcroît que ne se fasse une rupture au niveau de l'identité collective et de la culture.

3. Une dynamique nationale-populaire

Outre cette décomposition de l'élite régionale du changement, il est une seconde caractéristique importante de la conjoncture dans laquelle réapparaît le mouvement national en Bretagne: c'est la vigueur des protestations paysannes et des luttes ouvrières, avec quelques amorces de rapprochement en les deux. Ce qui met deux préoccupations majeures à l'ordre du jour. La première est celle d'une unification des forces populaires autour de la question du développement régional. La seconde est le problème de traduction politique de cette forte mobilisation populaire, compte-tenu du fait que la classe politique a inversé son rôle de vecteur, cessant d'être le porte-parole des revendications populaires auprès de l'Etat pour devenir le porte-parole des exigences et des normes de l'Etat auprès des classes populaires (thème de la trahison des notables). Le modèle de l'Etat national-populaire fournit la principale référence à cette traduction politique c'est-à-dire celui d'un Etat porté et pénétré par les forces sociales jouant un rôle d'agent à la fois de modernisation et de libération nationale.

Que sont ces luttes? Elle sont très composites. Dans la mobilisation paysanne ce qui prédomine ce sont les pressions modernisatrices: il s'agit d'obtenir de l'Etat des réformes et des décisions permettant d'aller plus vite dans la liquidation des vestiges du mode de production féodal et de l'économie domestique. D'où d'ailleurs une dimension seconde d'action de classe, dirigée essentiellement contre l'aristocratie foncière et contre la bourgeoisie marchande contrôlant toute la sphère de l'échange et exploitant par ce biais le travail paysan (modèle de l'articulation externe). Les luttes demeurées célèbres sont celles qui s'en prenaient aux négociants en légumes et aux marchands de bestiaux; elles ont eu pour effet de stimuler le développement de coopératives, de SICA et de groupement de producteurs destinés à détruire les bases d'accumulation du capitalisme marchand. Enfin ces luttes comportent une troisième dimension non négligeable, bien que variable selon les

fractions de la paysannerie. C'est la défense de l'identité et des couches traditionnels de l'organisation sociale et culturelle: défense de l'exploitation familiale de la commune comme lieu fondamental de la solidarité paysanne (tout le syndicalisme est restructuré sur cette base), des formes d'entraide dans le travail, du système coopératif.

Quant aux luttes ouvrières, elle se déroulent dans un contexte différent, dominé par la désindustrialisation et par la crise des industries traditionnelles. Leur dimension essentielle est bien sûr l'action de classe, c'est-à-dire la dénonciation des pratiques du capital industriel et financier qui déplace ses usines vers les régions où les pays où il peut disposer de meilleures conditions pour se mettre en valeur, ceci avec l'appui de l'Etat gaulliste. Elles comportent aussi une forte demande d'industrialisation, se traduisant en pression modernisatrice c'est pourquoi une grande partie de la classe ouvrière apporte son soutien à l'élite régionale de modernisation du moins tant qu'elle existe. Enfin ces luttes ne sont pas dépourvues d'une dimension de défense communautaire de défense de l'identité professionnelle de la culture ouvrière. Il s'agit de s'opposer à la mobilité du travail préconisé par l'Etat, c'est-à-dire à la déqualification et à la rupture des appartenances sociales et culturelles.

Le mouvement national des années 60 cherchera à réunifier ces luttes populaires autour de cette dimension d'identité. Il s'agit, dit-il, pour les bretons de récupérer et de renforcer leur identité bretonne - avec sa double dimension de spécificité et de communauté - pour qu'ils parviennent à retrouver le contrôle de leur développement et pour promouvoir une industrialisation qui ne soit plus capitaliste. La réalisation de ce projet requiert la médiation d'un quasi-Etat qui dirigera l'industrialisation, et pour créer ce système politique, d'un parti politique breton dont ce sera la mission historique. Ainsi naît l'Union Démocratique Bretonne en 1964. On n'est pas sorti du populisme comme en témoigne ce projet. Mais l'autre dimension du populisme y est aussi présente: c'est une mobilisation des classes moyennes urbaines contre les classes politi-

quement dominante et économiquement dirigeante.

4. Changement de conjoncture

J'ai simplifié à l'extrême la présentation du mouvement national en Bretagne. Mais il ne m'est pas possible de procéder dans ce cadre à une analyse plus fouillée⁹. Je voudrais formuler deux observations en conclusion. La première est qu'il faut tenir compte d'une dynamique interne au mouvement national, qui constitue en lui-même un véritable champ de luttes et de concurrences. Ce mouvement national breton a en effet une vieille histoire qui remonte quasiment à la Révolution Française, avec une certaine continuité, mais aussi beaucoup de ruptures. De sorte que chaque développement nouveau doit se déterminer par rapport à ce qui l'a précédé, soit pour se démarquer, soit pour assumer la filiation. Cet élément est d'autant plus important que pendant longtemps le mouvement breton a vécu en ghetto, et de ce fait a été traversé par de violentes querelles de personnes et de luttes intestines. J'identifie deux ruptures majeures dans cette histoire: la première au début du siècle, avec la naissance d'un mouvement nationaliste; la seconde à partir de la fin des années 50 avec le passage à gauche de ce mouvement, c'est-à-dire la constitution d'un nationalisme socialiste. Car tout le problème de celui-ci a été de se démarquer de ses prédécesseurs qui, dans l'opinion publique éclairée restaient synonymes soit d'obscurantisme clérical soit de collaboration avec l'occupant allemand pendant la dernière guerre.

Ma seconde observation vise à souligner que le mouvement breton a bénéficié à la fin des années 60 d'une dynamique externe qui ne relève plus de la problématique de la transition et du développement régional. Je veux faire allusion à l'investissement d'une partie importante de la révolte culturelle issue de mai 68 dans le domaine des revendications régionales ou nationalitaires (ce dernier terme qualifiant les revendications des nationalités et cherchant à mettre l'accent sur une traduction politique nouvelle des revendications

9) Cf. Jeux interdits à la frontière; Economie et Humanisme, Mai-juin 1978; Autrement, dossier no 19, juin 1979.

culturelles qui y prédominent: refus de la forme politique de l'Etat Nation et recherche d'une alternative "autogestionnaire" à cette forme). C'est dans cette dynamique contre culturelle que s'est inscrite toute la renaissance culturelle bretonne des années 70 (musique, chanson, théâtre, cinéma etc). Pendant quelque temps l'U.D.B. en a profité, et elle a cherché à lui donner une traduction politique. Mais le projet de l'UDB est lui-même devenu de plus en plus une des cibles de cette contestation qui refuse son nationalisme et qui, s'alimentant dans l'innovation culturelle (pas seulement en termes de produits, d'oeuvres, mais aussi de création de nouveaux modèles de comportement, de nouvelles pratiques politiques, de nouveaux modes de communication...), s'investit principalement dans les nouveaux mouvements sociaux: luttes anti-nucléaires, mouvements écologiques, féministes...